

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 11 janvier 2015

Une question ouverte a été posée ce week-end, en plus des questions d'actualité à choix multiple : « Quand vous pensez aux événements de la semaine depuis l'attentat de Charlie Hebdo, quelles sont vos principales réactions ? Qu'est-ce que vous vous dites aujourd'hui ? ». Ces verbatims nous ont été communiqués en même temps que les résultats quantitatifs.

1. **Les mots les plus utilisés** : Stupéfait. Horreur. Effroyable. Tristesse. Guerre. Peur. Colère.
2. **Une émotion très forte qui entraîne des aspirations à l'unité - même si des doutes pointent déjà.**

« Ça a été très dur, on a été secoués. Il faut être positif et se dire que tout n'est pas foutu. Que tout le monde se serre les coudes, que tout le monde soit uni pour avancer. Que les gens prennent conscience que la démocratie est fragile. Il faut préserver la démocratie, ne pas se faire embarquer dans des choses. Rester uni et savoir qu'on vit dans un pays où on peut tout faire et tout dire et qu'il faut préserver ça ».

« Je trouve bien la manière dont le peuple a réagi. Tout n'est pas noir et du coup les terroristes se rendent compte qu'ils touchent à quelques choses de fondamental. On a bien réagi et cela donne un espoir pour nos enfants ».

« C'est inquiétant. C'est incontrôlable. Mais ça a impulsé en France un élan de solidarité. J'ai l'impression que ça a resserré les liens entre les gens même si je crois que ça peut être éphémère ».

« On a peur mais on ne doit pas se laisser envahir par la peur parce que c'est ce que veulent les terroristes. Je trouve que la France fait face à ces événements et que tout le monde est solidaire. On réagit de la même manière positive et c'est bénéfique pour la France ».

« Ça m'a bouleversé. C'est indispensable de réagir. Je dis par là que je suis profondément attaché aux valeurs de notre pays et que beaucoup de moyens démocratiques nous sont offerts. Il faut tous les utiliser et ne pas avoir peur. Je ne suis pas animée par une haine contre les musulmans, absolument pas, je ne veux surtout pas d'une victimisation de cette communauté religieuse. Tout ce que j'espère c'est qu'il y aura un sursaut de la part des personnes qui partagent les mêmes valeurs, sans aucun racisme ni xénophobie ».

« J'ai peur de l'ampleur que prennent ces événements car tout cela est négatif, mais je crois en la France pour dépasser et enrayer toutes ces histoires de religions. La France et un pays de tolérance et la liberté d'expression est la première des choses qui doit continuer à exister. Je suis atterré face à ces faits et à l'intolérance en général ».

⇒ **En quantitatif**, 79% jugent que « *les Français ont bien réagi* », et 75% que « *la communauté internationale a bien réagi* ». Les réactions spontanées de soutien ont sans conteste marqué positivement les Français.

« *Les représentants des communautés religieuses* » ont « *bien réagi* » pour 56% des Français. A noter qu'il n'y a pas de différence de jugement si l'on pose la question seulement sur « *les représentants de la communauté musulmane* » (56%). Mais beaucoup de Français estiment n'avoir « *pas assez d'éléments pour juger* » (37%) : les messages des représentants concernés n'ont certainement pas été beaucoup entendus, les jours et les semaines à venir pourront faire évoluer les représentations sur ce point.

Enfin dans le contexte d'exaspération vis-à-vis des médias, 66% pensent que « *les médias, les journalistes* » ont bien réagi (ils ont retrouvé leur rôle d'information sur ce qui est réellement important).

⇒ Corollaire de cette émotion : toute polémique sera sans doute mise à distance par les Français dans un premier temps. On note également un vrai refus d'instrumentalisation politique.

« *Espérer qu'il y ait une prise de conscience nationale non partisane au regard des partis politiques* ».

« *Il est temps que les divers acteurs politiques parlent du même élan. Les divisions politiques existantes doivent disparaître* ».

Dès lors, 78% jugent que le FN « *doit faire partie du rassemblement* », dont 65% à gauche, et 92% à droite – conséquence de la normalisation du FN dans l'opinion et de cette volonté de dépasser les clivages partisans dans un tel moment.

3. Des interrogations profondes et des craintes sur ce qu'il se passe en France.

a) sur la société

« *Je ne veux pas tomber dans les banalités, mais le monde est fou. Les fanatiques essayent de tous faire pour monter les gens les uns contre les autres* ».

« *J'ai de la colère et de l'incompréhension vis à vis de l'intolérance des terroristes. J'ai de l'angoisse pour nos enfants et petits enfants* ».

« *La société ne va pas bien. En fait, on n'est plus libre. Il faut que ça s'arrête il faut que l'on continue à vivre normalement* ».

« *Je suis effrayé par cette situation et par un futur incertain et peu stable. Les Français doivent s'unir et cette notion de fraternité doit prendre un peu plus son expression* ».

« *On est très inquiet pour l'avenir de la France et on se pose beaucoup de questions concernant l'avenir de nos enfants et de nos petits enfants. Ces questions, c'est aussi que vont devenir nos libertés, il y en a qui en veulent à la France et aux libertés* ».

« *C'est un monde de fou. Les gens ont des réactions démesurées dans tous les domaines, pas seulement au niveau du terrorisme* ».

« *C'est compliqué ce qui se passe en France. La France est attaquée, on ne sait pas par qui et pourquoi, et quelles sont les vraies raisons de cette attaque. Cela soulève beaucoup de questions* ».

⇒ Les Français ont majoritairement le sentiment qu'il s'agit « *d'un nouveau type de violence qui se développe* » (66%, soit 9 points de plus qu'en juin dernier au moment de la tuerie au musée juif de Bruxelles), plutôt que « *des actes isolés qui ont toujours existé* ».

Ce type d'acte terroriste interroge de plus en plus profondément les représentations : en septembre 2007, les Français les considéraient encore majoritairement comme des « actes isolés » (56%).

Les plus âgés sont les plus nombreux à considérer que ces actes sont « nouveaux » (81% des plus de 65 ans). A noter que les parisiens sont partagés à 50/50 sur l'interprétation de tels actes, alors que les habitants des communes rurales ou urbaines de province considèrent à 75% que ces actes relèvent d'un nouveau type de violence. Il n'y a en revanche pas de clivage majeur sur le plan politique.

b) sur l'immigration et l'islam

« Je suis hanté par la colère. Voir des choses comme ça, c'est horrible. Nous ne devons pas accepter en France des gens prêt à tuer de sang froid. Il faudrait remettre des frontières. Le chagrin et la tristesse des familles abattues, c'est catastrophique ».

« Ça devait arriver avec tout ce qui se passe, avec tous ces intégristes qu'il y a dans notre pays, qu'on laisse rentrer. Ils font des stages des formations en Syrie et après ils reviennent, il faudra prendre des mesures très strictes, bien surveiller les frontières ».

« Très triste et j'ai envie de pleurer. C'est horrible, on a trop laissé passer, on est trop gentil en France. Depuis qu'on a autorisé le hallal c'est le bordel. Plus on est tolérant plus on se fait manger, il faut interdire les barbus et les djellabas ».

« Beaucoup de compassion pour les victimes et après au niveau politique pas mal d'agacement vis-à-vis du chef de l'Etat. Il ne nomme pas les terroristes, il parle d'obscurantisme sans jamais parler de l'Islam. C'est le début de la guerre entre l'Islam et l'Occident, c'est horrible ».

« Je me dis qu'il faut être vigilant. Il faut bien accepter toutes les religions, c'est sûr, mais il ne faut pas se laisser envahir par les extrémismes. C'est pas être anti-arabe ou anti-juif ou anti-chrétiens. C'est les accepter, mais pas ceux qui nous envahissent et nous dictent notre façon d'être. Je pense qu'à l'avenir ça sera des futures guerres. Les politiques aussi ça leur sert de marchepied, même si moralement ils sont bousculés ça les arrange bien dans un sens. Je trouve que les gens ont une très bonne réaction pour agir dans l'unité et la compassion ».

« C'est le laxisme français qui fait qu'on est arrivé là. On est trop laxiste sur toutes les choses, sur notre façon de vivre, sur le respect de la République. Il va falloir qu'on ressert la vis au niveau des frontières. Bien surveiller qui rentre et qui sort de France. Les gens qui vont faire le djihad, qu'ils partent mais qu'ils ne reviennent plus. Ou alors qu'on leur retire la nationalité française, parce qu'on ne peut pas être français et aller au djihad, on peut pas tout mélanger ».

⇒ Dans leur majorité, les Français ne font pas d'amalgame entre l'ensemble des musulmans et ces événements : 66% pensent que « *les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace* », contre 29% à juger que ce ne sont pas seulement les islamistes radicaux mais « *l'Islam qui représente une menace pour la France* » (dont 36% à l'UMP et 66% au FN).

« C'est triste de tuer des gens comme cela au nom d'une religion, alors que ce n'est pas le vrai but. Je trouve ça dommage que les gens en tuent d'autres en prétextant que c'est par rapport à la religion musulmane ».

« C'est bien fait pour nous. Ces gamins, on leur tolère des choses et en grandissant ça s'accroît. C'est une déclaration de guerre de ces islamistes, mais ce n'est même pas des islamistes mais des fanatiques car l'Islam ce n'est pas ça ».

« Il ne faut pas laisser continuer des fanatiques attaquer un pays au nom d'une religion qui entre parenthèses est une religion qui n'autorise pas à tuer au nom de dieu ».

A noter cependant un durcissement assez net : en juin dernier, immédiatement après la tuerie du musée juif de Bruxelles, donc également dans un contexte d'émotion, ils n'étaient que 20% à condamner l'Islam en soi et non quelques radicaux.

Il y a dans ce mouvement rapide d'une dizaine de points les germes d'un débat difficile sur l'identité et la cohésion nationale, qui est devant nous.

c) sur la sécurité

- Une confiance dans le gouvernement pour protéger les Français : 68% des Français font confiance au gouvernement pour assurer la protection des Français en cas d'actions terroristes, soit 10 points de plus qu'en septembre dernier et un niveau similaire à ce qui avait été mesuré début mai 2011.

- Pour autant, et naturellement, les inquiétudes sécuritaires sont très fortes.

« C'est bien malheureux ce qui est arrivé, on n'est plus en sécurité ».

« Espérer qu'on ne soit pas au début d'une longue série d'attentats ».

« Je me dis qu'il y aura d'autres attentats et que tout n'est pas mis en œuvre pour les déjouer, il y a du laxisme ».

« Ce n'est pas fini. Il va y avoir des attentats. Vous en tuez un il y en dix qui arrivent ».

« Les gens peuvent se poser des questions, comment ça se fait que cela puisse arriver. Se dire si vraiment on est sécurisé et si il peut nous arriver la même chose à n'importe quel moment ».

« On n'est à l'abri de rien. Ça peut arriver à n'importe qui. On n'est plus en sécurité ».

« Révolté. Pour trois attrapés, combien encore en liberté et qu'est-ce qui nous attend ».

« Ça devient grave qu'on puisse ne pas se sentir en sécurité. C'est vrai qu'on vit dans un pays où il y a plusieurs religions, il faut essayer de faire en sorte de respecter un peu tout le monde ».

- Dès lors, les Français demandent très majoritairement au gouvernement d'en faire plus : 63% jugent qu'il « n'en fait pas assez pour lutter contre les réseaux islamistes en France » (52% à gauche et 73% à droite), 32% qu'il agit « comme il faut » (dont 49% dans la majorité) et 3% qu'il en fait trop (dont 7% chez la gauche radicale).

d) A noter deux autres types d'interrogations

- **Sur les interventions extérieures**, qui paraissent parfois incomprises et interprétées comme provoquant la violence plutôt que combattant les risques à la source. Le besoin de davantage d'explications pourrait se faire sentir :

« Je me demande si c'est bon de s'occuper des pays en révolution avec eux-mêmes, car ça nous retombe dessus ».

« Je me pose la question de savoir si la France n'est pas trop présente sur certains terrains. Peut être que le Président de la République devrait remettre en cause sa politique étrangère. On est trop présent, on veut jouer le gendarme du monde et aujourd'hui on en voit la conséquence ».

- Sur la situation de la jeunesse :

« La jeunesse va dans un mauvais système ».

« Les trois quarts des jeunes n'ont aucune recours et fréquentent de mauvaises personnes. Ils n'ont pas de boulot, et donc vont à la rue suivre des fanatiques parce qu'il n'y a pas de boulot. C'est des fainéants. Ils sont fainéants ces jeunes ».

« Je pense que si ces jeunes avaient eu du travail, ils se seraient insérés dans notre société et ils n'auraient pas été chercher ailleurs la violence ».

1. Un réflexe légitimiste, qui bénéficie beaucoup au Président.

- Le Président de la République a « bien réagi » pour 65% des Français (dont 78% à gauche, et 57% à droite) soit un niveau d'approbation qui n'a sans doute jamais été atteint, confirmant que ce moment pourrait marquer un tournant dans la manière dont les Français perçoivent le Président (si la trace initiale continue à être modelée en ce sens).

« Je ne voudrais pas être à la place du Président de la République, qui a des décisions de plus en plus difficile à prendre, sur les prises d'otage, quand il doit décider de lancer l'assaut ».

« Je pense que les membres du gouvernement ont réagi très vite et le Président de la République a modifié son emploi du temps pour prendre les choses en main ».

« Chapeau au Président de la République ».

- Le Premier ministre et le gouvernement ont également bien réagi pour 61% des Français (70% à gauche, 71% au Modem, 84% à l'UDI, 63% à l'UMP et 45% au FN).

- Même les partis politiques bénéficient de ce réflexe légitimiste : dans un contexte où 9% des Français déclarent leur faire confiance, ils sont 50% à estimer qu'ils ont « bien réagi ».

⇒ Il faut s'attendre à un rebond de popularité (du PR, du PM et sans doute de beaucoup de responsables politiques) dans les semaines à venir, pour un temps plus ou moins éphémère en fonction de la gestion de la suite.

Quelques conclusions :

➤ *Nous sommes encore dans la phase chaude, celle de l'émotion et de l'aspiration à un sursaut de rassemblement.*

- Dans cette période, il est probable que toute polémique médiatique (sauf si des faits très graves sont révélés) sera sans doute mise à distance par les Français ; et que toute tentative d'exploitation politicienne sera sanctionnée.

- Les institutions politiques, habituellement si décriées, retrouvent leur rôle de repère : c'est d'elles que l'on attend les réassurances nécessaires et la garantie de la cohésion nationale.

Le réflexe légitimiste profitera nécessairement au PR et au PM : ce sont eux qui, en ce moment, incarnent la Nation, alors que les leaders politiques d'opposition ne sont que dans le commentaire. Si ce rebond ne devrait pas être durable en soi (dès que la séquence « d'incarnation » s'effacera, certains se ré-éloigneront du PR ou du PM) ; les actes ou les postures prises durant ces quelques jours devraient durablement marquer l'image du PR et du PM : nous sommes face à des « actes lourds », structurants dans les représentations.

- De même, il paraît peu probable que ces événements renforcent le Front National à court terme. Mais à moyen terme, tout dépendra des attitudes des uns et des autres : si on donne le sentiment que le FN est le seul à « parler des vrais sujets » ou si le gouvernement paraît ne pas saisir l'ampleur des enjeux, en particulier identitaires, les perceptions pourraient évoluer.

- Quelque chose pourrait enfin être en train de se jouer sur les représentations de l'Europe. La réaction de la communauté internationale a été très remarquée, et peut contribuer à redonner conscience aux Français que la France représente quelque chose de particulier, qu'elle porte des valeurs universelles, qu'elle a une place dans le monde. Cela peut aussi renforcer un sentiment d'appartenir à quelque chose de plus grand que nous, une communauté européenne dont nous partageons les valeurs - et pas seulement les contraintes financières.

- La phase la plus difficile viendra après, lorsque les Français commenceront à s'interroger sur pourquoi et comment cela a pu être possible.

Les interrogations sont nombreuses : que s'est-il passé chez ses jeunes, dans leur éducation, dans leur entourage ? comment combattre cela ? qu'est ce que cela dit de nous ? de notre identité ? de nos valeurs ? de notre avenir commun ? Les Français vont chercher des réponses, et celles ci vont façonner leurs représentations de manière profonde et durable.

- Il y aura évidemment une attente sécuritaire, à laquelle il faudra répondre. Des gestes régaliens seront indispensables dans les semaines à venir.

Mais se concentrer sur la réponse sécuritaire serait passer à côté des craintes principales, qui concernent l'avenir de la France. La question identitaire est devant nous.

Ce sera une période très risquée : le réflexe - que l'on voit déjà poindre - sera de s'interroger sur qui est moins Français, qui le mérite ou pas, qui est dans ou hors de la République. Les représentations de l'Islam et de l'immigration par l'opinion constituent en particulier un terreau fertile pour des discours de stigmatisation ou d'exclusion.

Pour éviter que le débat ne se concentre sur des injonctions identitaires (les représentations majoritaire sont tellement contraires aux nôtres que nous aurons beaucoup de mal à les renverser), **il faudra sans doute poser rapidement des actes forts sur la citoyenneté, le respect des règles et l'égalité** : pendant un court moment avant que les polémiques ne s'enflamment, le Président a sans doute le pouvoir de poser le débat en ces termes.

Ce peut être, dans un premier temps, des gestes symboliques de la part du Président qui retracent les contours de l'identité de la Nation, en particulier par sa présence auprès de ceux dont l'appartenance à la République sera mise en doute en premier (cf. mail hier).

Au-delà, il faudra certainement insister sur l'égalité des droits et des devoirs : il n'y a pas en République de citoyens de seconde zone, qui devraient prouver plus que les autres leur appartenance à la République ; mais pas de règles spécifiques ou de dérogations particulières non plus. Des actes sur la citoyenneté pourraient être trouvés : relancer un vrai service civique obligatoire pour prendre en charge la jeunesse et former les consciences (l'annonce du 6 novembre est passée inaperçue) ? De même sur la laïcité.

Il s'agit dans tous les cas de **prendre les devants sur des actes montrant que la République est capable de re-fabriquer du commun, sans laisser la définition de ce qui nous fait tenir ensemble aux aléas de l'opinion ou à des injonctions identitaires qui s'annoncent très dures.**